



Vue d'ensemble de la politique agricole 22+ : un premier pas dans la bonne direction

Dans le cadre de sa «Vue d'ensemble à moyen terme du développement envisagé de la politique agricole», le Conseil fédéral a annoncé qu'il souhaite mieux intégrer les marchés agricoles suisses et étrangers dans les accords commerciaux. economiesuisse salue la volonté du Conseil fédéral de s'atteler à la libéralisation, longtemps repoussée, du marché agricole et demande d'autres mesures d'ouverture.

L'annonce du Conseil fédéral est un premier pas prudent, attendu de longue date, vers une politique agricole moderne. Le marché agricole suisse est l'un des plus cloisonnés au monde. C'est la raison pour laquelle les prix des denrées alimentaires sont si élevés en Suisse. Ce protectionnisme coûte quelque 3,5 milliards de francs par an à la population et aux entreprises. Malgré cela, les droits de douane n'ont pas été revus à la baisse ces dernières années et la Suisse n'a pas pu améliorer son accès aux marchés étrangers.

Libéralisation réussie pour le fromage et le vin

La dernière grande mesure de libéralisation date de 2002 avec l'introduction du libre-échange sur le fromage avec l'UE. Le libre accès au marché européen s'est révélé avantageux pour la branche fromagère et laitière suisse. Les exportations de fromage ont ainsi augmenté de 28% depuis l'ouverture du marché. De même, le marché du vin, libéralisé en 2001, montre que l'ouverture d'un marché peut

entraîner des améliorations sensibles de la qualité et être profitable pour les producteurs. Malgré ces expériences positives, il n'y a pas eu d'autre mesure de libéralisation depuis.

Le protectionnisme agricole de la Suisse constitue aujourd'hui un obstacle majeur à la conclusion de nouveaux accords de libre-échange. Les milieux économiques ont pourtant besoin d'un accès aussi aisé que possible aux marchés étrangers. La politique agricole doit s'assouplir afin que la Suisse puisse faire des concessions du côté des produits agricoles lors de négociations à venir.

Éviter la discrimination des entreprises exportatrices

Le secteur agricole peut faire face à la baisse de droits de douane sur des produits agricoles. Cette baisse est dans son intérêt à moyen terme. Le cloisonnement du marché fait que de nombreux producteurs performants ne peuvent pas exploiter leur potentiel. Afin d'éviter la discrimination des entreprises exportatrices suisses qui se dessine toujours plus nettement sur les principaux marchés d'exportation, des réformes devraient être initiées rapidement dans le domaine de l'agriculture – tout en veillant à des délais de transition adéquats. Dans sa vue d'ensemble, le Conseil fédéral constate par ailleurs que l'ouverture prévue est supportable socialement pour les paysans et possible sans accélérer nettement les changements structurels. *economiesuisse* soutient l'objectif du Conseil fédéral de mener une politique agricole améliorant la position sur le marché, la compétitivité et la capacité d'innovation des paysans suisses. Des décisions politiques sont maintenant nécessaires.